

## Document de travail (8/9) : entreprises

*Quels seront les principaux défis auxquels l'Afrique sera confrontée en 2009 ? Quelles solutions peuvent être envisagées pour les surmonter ? À ces deux questions, CAPafrique répond à travers une série de neuf contributions. La huitième porte sur les entreprises qui, touchées par la crise mondiale, devront s'adapter à la nouvelle donne pour continuer à porter le développement du continent.*

Antoinette Sayeh, Directrice Afrique du FMI, en est convaincue : l'Afrique devrait connaître en 2009 une baisse de la croissance de son PIB. D'après les prévisions réalisées par le FMI, la croissance de l'Afrique subsaharienne devrait se situer cette année aux alentours de 3 %. Loin certes des 5,5 % enregistrés en 2008, mais tout de même pas si mal compte tenu de la conjoncture. Ce ralentissement de la croissance est la conséquence de la crise économique mondiale, qui n'a pas – contrairement à ce que certains prévoyaient – épargné l'Afrique.

La récession observée dans les pays industrialisés s'est en effet, toujours selon le FMI, traduite par une diminution des exportations africaines d'environ 15 %, notamment dans le secteur des matières premières dont les cours ont connu une chute vertigineuse en 2008. Le volume des investissements directs, principalement destinés aux entreprises, devrait lui aussi connaître une forte baisse, alors qu'il avait, selon la CNUCED, doublé ces deux dernières années pour atteindre le niveau record de 53 milliards de dollars en 2007.

En dépit d'une situation économique défavorable, les entreprises africaines conservent un certain dynamisme. Le chiffre d'affaires des 500 premières entreprises africaines a connu en 2008 une hausse de 24 %. Il équivaut désormais à 567,5 milliards de dollars\*. Avec un chiffre d'affaires de 67 milliards de dollars, la société nationale des Hydrocarbures algérienne, Sonatrach, est la première entreprise africaine†. Elle figure à la 89<sup>e</sup> place du classement *Forbes* des 2000 plus grandes entreprises mondiales, devant des groupes aussi prestigieux que BMW, Suez ou Boeing.

D'autres secteurs ont également vu émerger de véritables « champions » africains engagés dans une politique ambitieuse de croissance et de conquête de nouvelles parts de marché. Il s'agit principalement des télécommunications et du secteur bancaire. Avec un taux moyen d'équipement en téléphonie de 30 %, l'Afrique est un terreau propice au développement de grands opérateurs régionaux dont la figure de proue demeure MTN, groupe Sud-africain présent dans plus d'une dizaine de pays, qui se hisse au premier rang des opérateurs africains. Avec un résultat net de plus de 1 milliard de dollars en 2008, il figure à la quatrième place des entreprises africaines les plus importantes, tous secteurs confondus. Le secteur bancaire a, lui aussi, vu émerger de grands groupes régionaux comme Ecobank, véritable banque panafricaine présente dans plus de 22 pays, ou la banque marocaine Attijariwafa, premier acteur financier en termes de taille en Afrique de l'ouest. Ces *success stories* masquent, toutefois, une réalité plus complexe. Plus de la moitié des 500 premières entreprises africaines sont Sud-africaines. Par ailleurs, 80 %‡ des investissements directs extérieurs (IDE) vers l'Afrique sont absorbés par dix pays, principalement situés en Afrique du Nord.

---

\* 500 entreprises africaines, Jeune Afrique, Numéro Spécial, 2008.

† *Ibid.*

‡ Rapport sur les IDE en Afrique, CNUCED, 2007.

Quoi qu'il en soit, l'enjeu en 2009 pour les entreprises africaines réside donc non seulement dans leur capacité à s'adapter à un contexte de crise aux conséquences directes sur leurs volumes d'activités, mais également dans leur aptitude à se développer et conquérir de nouvelles parts de marché. C'est à ces conditions qu'elles pourront véritablement être hissées au rang de « champions » africains, compétitifs à la fois au niveau local et global.

## Propositions

*- Poursuivre l'effort de développement des infrastructures locales.*

Selon la Banque mondiale, le mauvais état des infrastructures routières, portuaires et ferroviaires génère un surcoût des marchandises en Afrique d'environ 30 à 40 %<sup>§</sup>. Dans des secteurs ultra-compétitifs comme le textile, cela correspond à une surtaxe d'environ 80 %. La vétusté du réseau électrique cause des pertes annuelles qui représentent environ 5 % du chiffre d'affaires des entreprises locales. Les États africains semblent en avoir pris conscience, de sorte qu'aujourd'hui la plus grande partie des financements de projets d'infrastructures provient des budgets nationaux. En 2008, les deux-tiers des 50 milliards de dollars investis dans les infrastructures avaient pour origine des financements locaux. Cet effort doit non seulement être poursuivi mais, quand les circonstances le permettront, également amplifié.

*- Promouvoir la coopération régionale en matière fiscale et douanière.*

Dans le rapport *Doing Business*\*\* de la Banque mondiale, qui classe les pays en fonction de leur attractivité sur le plan de la vie des affaires, les 25 dernières places sont occupées par 22 pays africains. Ceux-ci souffrent d'une fiscalité lourde qui pénalise les entreprises locales et décourage les investisseurs potentiels. Mais une fiscalité incitative ne serait véritablement efficace qu'à un niveau régional. Elle permettrait d'éviter une distorsion de la législation qui mettrait en concurrence les marchés de pays voisins. Les pays de la CEMAC ont adopté conjointement un certain nombre de dispositions fiscales qui visent à garantir la pérennité des investissements. Il s'agit principalement d'exonérations fiscales selon la taille de l'entreprise et du secteur d'activité et de réductions du taux d'imposition en cas de réinvestissement des bénéfices.

*- Moderniser le fonctionnement des entreprises locales.*

Afin de demeurer compétitives et de se développer à l'échelle continentale, voire internationale, les entreprises africaines se doivent d'aligner leurs méthodes de gestion sur les standards internationaux. L'exemple le plus significatif ici est le modèle de croissance du groupe Ecobank, présent dans plus de 22 pays africains. Cet établissement financier s'est développé sur l'ensemble du continent en imposant des normes de gestion identiques à l'ensemble de ses filiales et conformes aux standards internationaux. Cette stratégie lui a permis de gagner en crédibilité auprès des investisseurs institutionnels qui, de ce fait, ont accepté de financer l'expansion de la banque sur l'ensemble du continent.

---

<sup>§</sup> Annual Report, World Bank, 2007.

<sup>\*\*</sup> Doing Business Report, World Bank, 2008.